

MARCH 15TH 2007 - INTERNATIONAL DAY AGAINST POLICE BRUTALITY

---

*The International Day Against Police Brutality occurs on March 15. It first began in 1997 as an initiative of the Black Flag Collective in Switzerland, with the help of the Montreal Collective Opposed to Police Brutality. The date was chosen because on March 15th 1996, two children, aged 11 and 12, were beaten by the Swiss police.*

*La journée internationale contre la brutalité policière a lieu le 15 mars. La première fut en 1997 à l'initiative du Black Flag en Suisse, avec l'aide du Collectif opposé à la brutalité policière de Montréal. La date a été choisi car le 15 mars 1996 la police avait battu deux enfants de 11 et 12 ans en Suisse.*

**15 mars - march 15th 2007**

**Autres événements - others events :**

**Trois-Rivières, Toronto, Belleville (Ontario), Whitehorse (Yukon), Halifax, Winnipeg, au Mexique et ailleurs...**



**Groupes endossant l'appel du 15 mars 2007 à Montréal:  
Groups endorsing the March 15 2007 Call-out in Montreal:**

Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP): [www.cobp.ath.cx](http://www.cobp.ath.cx); AFESH-UQAM: [www.er.uqam.ca/nobel/afesh](http://www.er.uqam.ca/nobel/afesh); AGEVVM: [www.cvm.qc.ca/agecvm](http://www.cvm.qc.ca/agecvm); Anticapitalist Ass Pirates: [asspirates.tak.tic.org](http://asspirates.tak.tic.org); ASSÉ: [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca); Black Students Network; Bloquez l'Empire-Montréal : [bloquezl'empire.resist.ca](http://bloquezl'empire.resist.ca); Collectif du Calendrier Certain Days Liberté pour les Prisonniers Politiques: [www.certaindays.org](http://www.certaindays.org); Croix Noire Anarchiste-Montréal (ABC-Montréal): [www.abcf.net](http://www.abcf.net); DIRA: [clac.tactic.org](http://clac.tactic.org); Haïti Action Montréal: [www.canadahaitiaction.ca](http://www.canadahaitiaction.ca); Ici La Otra: [ici\\_lasexta@yahoo.ca](mailto:ici_lasexta@yahoo.ca); Libertad: [libertad\\_cvm@ziplip.com](mailto:libertad_cvm@ziplip.com); Mob UQAM: [mobuqam@hotmail.com](mailto:mobuqam@hotmail.com); NEFAC: [www.nefac.net](http://www.nefac.net); Les Pairs Aidants: Personne n'est Illégal: [nooneisillegal-montreal.blogspot.com](http://nooneisillegal-montreal.blogspot.com); La Pointe Libertaire: [www.lapointelibertaire.org](http://www.lapointelibertaire.org); PASC: [www.pasc.ca](http://www.pasc.ca); RAJ-Sherbrooke : [rajestrie@yahoo.ca](mailto:rajestrie@yahoo.ca); Solidarité Sans Frontière : [solidarityacrossborders.org](http://solidarityacrossborders.org) ; Les Sorcières...

# L'ÉTAT POLICIER : D'UN OCÉAN À L'AUTRE

## POLICE STATE : FROM SEA TO SEA

JOURNAL DE LA

JOURNAL OF THE

**11<sup>TH</sup> INTERNATIONAL DAY AGAINST  
POLICE BRUTALITY**

**11<sup>IÈME</sup> JOURNÉE INTERNATIONALE  
CONTRE LA BRUTALITÉ  
POLICIÈRE**

**15 MARS  
MARCH 2007**

## SOMMAIRE - CONTENTS

2 ----- COBP - qui nous sommes? On fait quoi?  
 5 ----- LES SORCIÈRES - Quand les abus policiers ont un sexe...  
 6 ----- ASSÉ - Solidarité syndicale étudiante  
 7 ---- LA POINTE LIBERTAIRE - La déontologie empêche le travail policier  
 8 ----- RAJ - Criminalisation de la dissidence à Sherbrooke  
 9----- Pink Block call out  
 10----- Bloquer l'Empire - La police sous l'empire  
 11----- COBP- March 15th Call-out  
 14 ----- COBP- Tué par la police: une histoire d'impunité  
 16-----BASIC - Belleville Against Social Injustice Collective  
 18 ----- APC - Vancouver's genocidal colonial police  
 20----- Support Chris Hill: Six Nations indigenous prisoner  
 21----- OCAP - March & Speak Out Against Police Brutality  
 22----- The VPD Murdered Gerald Chenery But He Will Not Be Forgotten  
 23-----J4J Colation  
 24----- RAJ-PASC- Le terrorisme d'État en Colombie  
 26 ----- ICI LA OTRA - La commune de Oaxaca

### Le COBP : qui nous sommes?

Le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) est un groupe autonome qui regroupe des personnes victimes, témoins et/ou concernées par la brutalité policière et tout abus perpétré par la police. Ça a commencé en 1995, par un comité de défense pour les personnes arrêtées suite à une manifestation contre Human Life International, un groupe d'extrême droite. Face à l'ampleur de la répression, du nettoyage social et de l'impunité toujours croissante sévissant à Montréal, le COBP a

décidé de s'organiser sur une base permanente pour continuer sa lutte contre la brutalité policière.

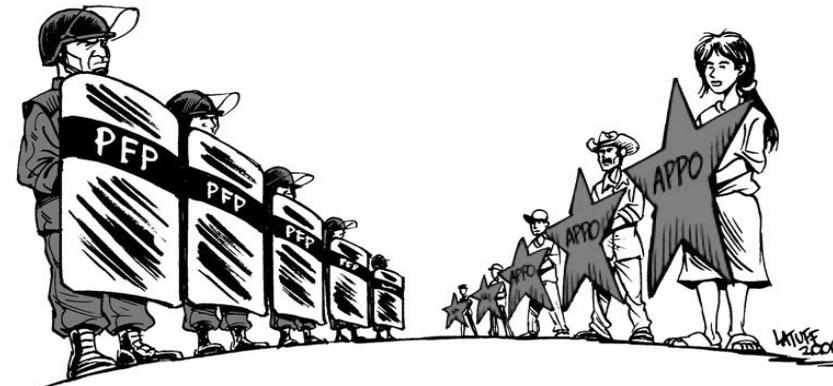
### On fait quoi?

Le COBP a pour but non seulement de dénoncer les harcèlements, violences, intimidations, arrestations et abus de pouvoirs policiers et d'informer les gens sur leurs droits face à la police, mais aussi de soutenir les victimes en les aidant par exemple à porter plainte en déontologie et souvent à faire face à des accusations tout aussi abusives. Nous dénonçons les abus policiers

tours fut quasi immédiate et la résistance s'organisa face à une violence policière qui voulait créer un état de terreur. Les femmes furent systématiquement violées (comme se fut le cas aussi à Atenco), les enfants et les personnes âgées battues, il y eut 4 morts et une centaine de personnes détenues. Mais vers 10 heures, après près de 6 heures de combat dans les rues, la police (vu l'ampleur du support que la population avait démontré envers la section 220, dû se retirer non sans détruire la radio communautaire Radio Planton, qui était la voix de la section 22. Toutes les installations du campement ont été détruites mais la solidarité s'est occupée de fournir eau, aliments et linge pour ceux et celles qui résistaient face à l'attaque policière. Le 18 juin, l'APPO (Assemblée Populaire des peuples de Oaxaca) se formait avec la participation de plus

de Oaxaca, mais l'escalade de la violence institutionnelle allait prendre son crescendo: innombrables cas de violations des droits humains, et ce avec une brutalité policière rarement vue. Comme dans le cas de Atenco, les coups, la torture physique et psychologique, les séquestrations, le viol, les détentions, et l'assassinat sont restés dans l'impunité. Et ce à travers les groupes officiels ou les escadrons de la mort, le gouvernement mexicain a démontré sa volonté à exercer la violence et la brutalité nécessaire contre n'importe quelle forme d'organisation qui le questionne.

L'APPO a donc malgré son action pacifique, développé des méthodes comme celles des barricades, l'occupation des moyens de communications (poste de radio et de télé), les brigades d'auto-défenses, etc. pour défendre son occupa-



tion des différents postes du gouvernement. Vers la fin octobre, début novembre, l'entrée de la Police Fédérale Préventive dans Oaxaca, a augmenté le niveau de tension sans résoudre les demandes populaires. Aujourd'hui encore l'APPO vit dans le cœur du peuple de Oaxaca et s'organise dans

les communautés autochtones de la Mixteca, la Costa, l'Histmo et elle continue son travail laborieux de transformation profonde et radicale face au dikta économique qui essaie de décraser tout ce qui pousse sous les rayons de la liberté, l'eau revivifiante de l'espoir, et le support de la terre mère qui se perpétue dans la culture millénaire des autochtones.

de 380 organisations populaires. Des communautés, aux différents syndicats, en passant par les collectifs libertaires et toutes la panoplie de la gauche de Oaxaca, les organisations de quartier, les organismes de droits humains, la section 22. Leurs demandes principales sont: la sortie immédiate de Ulizes Ruiz; libération des prisonniers politiques; jugement des coupables dans les attaques; réapparition en vie des personnes disparues. Les différentes commissions se mirent en branle dans cette lutte héroïque du peuple

les communautés autochtones de la Mixteca, la Costa, l'Histmo et elle continue son travail laborieux de transformation profonde et radicale face au dikta économique qui essaie de décraser tout ce qui pousse sous les rayons de la liberté, l'eau revivifiante de l'espoir, et le support de la terre mère qui se perpétue dans la culture millénaire des autochtones.

### La Otra à Montréal

## La commune de Oaxaca

Depuis le début de mai 2006, les professeurs de la section 22 du syndicat de l'enseignement de Oaxaca (qui représente 70 000 enseignants) ont commencé un planton (occupation pacifique de la place publique) au Zocalo, place historique du centre de la ville de Oaxaca. Et se dans ce qui aurait pu être une grève parmi tant d'autres comme le syndicat en avait fait pendant les dernières 26 ans, pour faire suite dans leurs moyens de pressions. Pour une hausse salariale d'environ 5 à 6 %. Il faut dire que les professeurs ne gagnent que 150\$ par deux semaines, et que vue le manque de matériel scolaire, ils doivent déboursier de leurs propres poches pour que les élèves puissent continuer à étudier. Oaxaca est au deuxième rang en termes de pauvreté et d'analphabétisme après le Chiapas, malgré la richesse culturelle des communautés



autochtones qui y vivent une cultures basée sur la responsabilité collective des tâches et du travail de la terre. En fait, 70 % de la population de Oaxaca est d'ascendance autochtone: Mixtèque, Zapotèque, vivent, construisent et luttent au quotidien pour leurs terres, leurs cultures, leurs systèmes d'organisations communautaires.

La stratégie employé par le gouvernement mexicain qui a été utilisée, contre l'APPO et le mouvement populaire de Oaxaca, est la même qu'il pratique depuis les dernières années, et ce à

plusieurs niveaux. Premièrement en utilisant les moyens de communication (les 2 postes qui sont légaux: Tv Azteca et Televisa) pour criminaliser la société (le peuple) qui s'organise, en le provoquant pour ensuite le réprimer. En utilisant tous les outils possibles de l'appareil répressifs (polices, services d'intelligences, militaires et paramilitaires). Nous avons eu l'exemple récent de Atenco, la guerre de basse intensité qui continue au Chiapas contre les communautés du EZLN, la militarisation silencieuse de l'État de Guerrero, la guerre avec les immigrants illégaux, etc. Et troisièmement les restructurations qui se sont faites au niveau de la constitution, comme avec la modification de l'article 27 qui fut l'article pour lequel tant d'autochtones et de paysans firent la révolution avec Zapata de 1910 à 1917, au niveau de la loi sur les télécommunication, et sur les restructurations

économique néo-libéral qui ne recule devant rien pour s'accaparer des ressources naturelles et humaines.

Le 14 juin dernier, lors de la répression sauvage déclenchée sous les ordres de Ulizes Ruiz Ortiz du PRI (parti politique qui symbolise 77 ans de corruption, de violence institutionnelle et de mépris pour le peuple), près de 3500 policiers ont été mobilisés vers 4h45 du matin pour attaquer de façon perfide le campement de la section 22. La réponse de la population des alen-

ici à Montréal et un peu partout dans le monde dans notre journal " L'Agent Provocateur " et publions des cas qui nous ont été rapportés dans " L'Info-Bavures ". Nous avons aussi publié plusieurs brochures, notamment sur la police de quartier, la police secrète et l'espionnage politique, et sur " La vaste escroquerie de l'anti-terrorisme canadien ". Depuis 1998, nous avons diffusé environ 35 000 copies en français, anglais et espagnol du livret " Surprise! On a des droits?! " entre autres à la demande de groupes communautaires qui travaillent avec des gens de la rue un peu partout à Montréal et ailleurs au Québec. Le COBP fait régulièrement des ateliers d'information et de discussion sur les droits et les abus policiers( aussi sur demande). Nous fai-

sons aussi du Copwatch, documentant les agissements de la police dans les rues à l'aide d'une caméra vidéo, appareils photo, en prenant en note les noms des policiers, matricules, numéros d'auto-patrouille, ce qu'ils ont dit et fait, etc. Depuis le début de l'année 2007 (année du Cochon), le COBP fait une "Chronique Anti-Flic " qui passe à Radio Centre-Ville (102,3 FM) tous les mardis entre 11h30 et 13h, parlant de luttes actuelles contre l'État policier et ses abus. Nous orga-

nisons des shows bénéfiques et des conférences, vendons pour nous financer des T-shirts, macarons, patches et " Compiles Anti-Flic ". Nous avons un site internet ([www.cobp.ath.cx](http://www.cobp.ath.cx)) sur lequel nous publions et archivons de l'information sur les abus policiers et sur nos droits et sur les activités du COBP. On peut nous rejoindre en laissant un message sur notre répondeur à (514) 859-9065 ou par email à [cobp@hotmail.com](mailto:cobp@hotmail.com). Nous faisons de la recherche, des archives et des banques de données.



### Le 15 mars, la Journée Internationale Contre la Brutalité Policrière

Depuis le 15 mars 1997, le COBP organise des manifestations dans les rues de Montréal pour souli-

gner la Journée Internationale Contre la Brutalité Policrière (JICBP), qui s'est déjà propagée du Canada et de Suisse, en Allemagne, Angleterre, France, Belgique, Espagne, au Portugal, en passant par le Nigéria, les États-Unis et le Mexique... Le jeudi 15 mars 2007, pour la 11ème JICBP, des manifestations, concerts et conférences sont organisées à Montréal, Toronto, Belleville, Vancouver, même Whitehorse et aussi au Mexique. Les revendications,

appuyées par une vingtaine de groupes, sont : 1) Assez de bavures policières et d'impunité! Depuis 1987, la police de Montréal a tué sans raison au moins 37 personnes et les policiers assassins sont systématiquement blanchis et protégés par les autres policiers, par les coroners, les procureurs et les ministres. Entre 1993 et 2003, les poursuites policières en auto ont causé pas moins de 46 morts sur les routes au Québec. Une poursuite par la SQ a déjà causé un mort en 2007, soi-disant " L'Année de la Sécurité Routière " d'après l'Assemblée Nationale et la SQ... 2) Arrêtez la chasse aux pauvres! Entre 1994 et 2004, la police de Montréal a collé plus de 22 000 contraventions à des itinérants, qui dans 72% des cas se ramassaient en prison. Jean-Pierre Lizotte et Michel Morin sont des cas connus d'itinérants qui sont morts victimes du nettoyage social dans les rues de Montréal en 1999 et 2002.

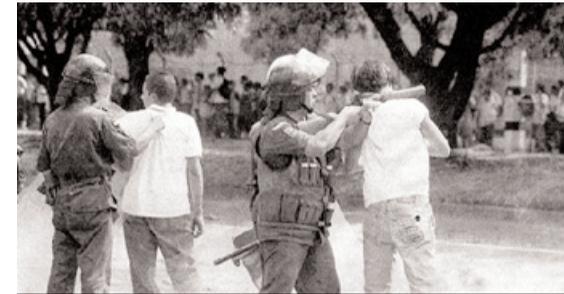
3) Arrêtez le profilage racial et le colonialisme! Le Canada est un État colonial fondé sur le racisme, le vol des terres autochtones et le génocide qui continuent à ce jour sous la forme de contrôles abusifs par la police de gens qui ne n'ont pas la peau blanche (en particulier les autochtones et les noirs) ou du harcèlement par le SCRS (service secret canadien) des réfugiés et immigrants, particulièrement les arabes et les musulmans. Anthony Griffin, Joe David et Mohamed Anas Bennis en ont tous été victimes. Les 5 des certificats de sécurité sont toujours privés de leur liberté et font face à la déportation vers la torture. 4) Arrêtez la criminalisation de la dissidence, Libérez touTEs les prisonnierEs politiques! La police a procédé à plus de 3 600 arrestations politiques de manifestantEs au Québec entre 1995 et 2006, dont au moins 2 600 à Montréal. Des militantEs sont brutaliséEs, arrêtéEs, jugéEs, condamnéEs, emprisonnéEs, criminaliséEs, rien que pour avoir dénoncé pacifiquement les injustices sociales. Chris Hill est détenu pour avoir défendu sa terre à Six Nations. Joignez-vous à nous dans cette lutte qui n'a pas de frontière et qui continue pour la dignité, la vraie justice et la liberté! Ensemble arrêtons l'État policier et leur brutalité!!



ture, frappant, gazant, mutilant et assassinant manifestantEs, étudiantEs, autochtones et paysanNEs.

Depuis 2005 seulement, cinq jeunes sont morts aux mains de l'ESMAD : Nicolas Neira, 15 ans, assassiné lors de la manifestation du 1er mai 2005; Jhony Silva Aranguren, 21 ans, abattu d'une balle dans le cou sur le campus de l'Université de Valle lors d'un blocage de rue contre le Traité de Libre Commerce (TLC) É.U.-Colombie; Belisario Guetoto, autochtone

de 16 ans abattu par l'ESMAD alors qu'il participait à une réappropriation de terres ancestrales dans le Cauca en 2005; Oscar Salas, 20 ans de l'Université Districtal, tué en 2006 lors d'une manifestation, d'une balle de "perdigón" dans l'œil et finalement, Pedro Mauricio Poscue, tué dans la réserve de la Maria dans le Cauca en 2006, lors d'un blocage contre la construction de l'autoroute panaméricaine. À l'exception de deux policiers qui sont sous enquête depuis janvier 2006 pour l'assassinat de Nicolas Neira cinq ans plus tôt, tous ces crimes restent dans l'impunité.



Contribution du RAJ-Sherbrooke

Suite de l'Article [www.PASC.ca](http://www.PASC.ca)  
site du Projet Accompannement Solidarité  
Colombie

L'Association ~~colombienne~~ des étudiantEs universitaires (ACEU) a lancé une campagne nationale et internationale pour la dissolution de l'ESMAD et contre la brutalité policière.

L'ACEU exhorte les forces vives du pays et la communauté internationale à se mobiliser contre ces actes de barbarie qui sévisent en Colombie et partout ailleurs sur la planète.

[www.aceucolombia.org](http://www.aceucolombia.org)

## Militaires, Polices, Agents et Paramilitaires

### Le terrorisme d'État en Colombie

(extrait)

#### L'ESMAD

En Colombie on calcule que le nombre de morts dues à la répression politique, de 1986 à aujourd'hui, surpasse les 70,000 victimes. Chiffre auquel on doit ajouter plus de 10,000 disparuEs, 4 millions de déplacéEs internes et des dizaines de milliers d'exiléEs. La plupart des victimes faisant parti d'organisations populaires ou de groupes d'opposition politique. Ainsi, un syndicat comme la Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT-Colombie) compte plus de 5,000 membres assassinéEs depuis sa fondation, vers 1986. La répression brutale contre les mouvements sociaux, syndicalistes, étudiantEs, autochtones, paysanNEs, militantEs politiques n'est pas simplement un fait historique, mais se poursuit aujourd'hui même et est mené par l'État colombien au travers l'armée, la police et les services de renseignements qui entretiennent tous des liens avec le paramilitarisme et bien sur, les États-Unis. Un but : maintenir le pouvoir de l'oligarchie colombienne ainsi que celui de leurs alliés étatsuniens dans une " guerre de basse intensité " contre la population.

L'Escadron Mobil Anti-émeute (ESMAD) est un corps spécial de la Police Nationale de Colombie présent dans les plus grandes villes (Bogota, Medellin, Bucaramanga, Barranquilla, Cali). Créé en 1999, celui-ci a comme fonction avouée (Directive 0205 24-03-99) de réprimer : " les étudiants, travailleurs, habitants des communes, marches de paysans, [...], les déplacéEs, entre autre " qui " dans le climat social de 1999 [...], tendent à utiliser comme moyens de pression les journées de protestation nationale, de provoquer des crises dans les services publics, de promouvoir la grève générale, la grève nationale du transport, les manifestations d'opposition dans les villes importantes, le grabuge dans les universités et l'extériorisation générale du mécontentement [...]" dans un pays où 70% de la population vit sous le seuil de la pauvreté (ce qui démontre bien le dicton : Plus plus plus qu'y coupent, plus qu'y mettent de flics...). Depuis sa naissance l'ESMAD a manifesté sa brutalité à de nombreuses occasions, provoquant, détruisant lui-même l'infrastruc-

## Quand les abus policiers ont un sexe...

Maints abus policiers sont passés sous silence, souvent par la voix même de celles et ceux qui s'en préoccupent. Il s'agit de toutes ces violences dont nous sommes la cible uniquement parce que nous sommes femmes. C'est en tant que femmes que nous subissons, entendons, observons et ressentons les abus de l'autorité mâle des policiers. C'est en tant que militantes féministes que nous dénonçons cette double autorité (accordée par l'État et par le système de domination masculine: le patriarcat) et la complicité des hommes qui taisent ces violences que nous subissons.

Nous dénonçons les abus d'autorités qui utilisent le statut de mère de certaines militantes. Une fois arrêtées, nous avons la nausée lorsque nous entendons les menaces faites à des mères de contacter la DPJ si elles ne donnent pas plus d'informations. Nous dénonçons également le paternalisme et le sexisme dont nous sommes victimes lors des arrestations. Nous devons même endurer, une fois confinées dans l'espace, les commentaires sexistes des policiers envers les policières, pour ne citer que celui de ce flic qui, en parlant à sa collègue, disait d'une autre qu'elle devait avoir "sucé beaucoup de phallus pour obtenir un poste supérieur..." Toujours confinées dans l'espace de la cellule, nous ne pouvons pas non plus courir lorsque des policiers sont complices des

détenus qui nous demandent de les "sucrer". Pis encore, alors qu'elles faisaient la file afin de faire prendre leurs empreintes après une manifestation, plusieurs militantes se sont faites traiter de SALOPES par les policiers. Nous sommes aussi dégoûtées par la complicité du système de justice lorsqu'un policier est accusé d'agression sexuelle. Nous avons beau crier: "C'est assez" en pleine audience

du procès du sergent Vohl, devant les preuves accablantes de sa culpabilité, ce dernier s'en sort indemne. Nous accusons également d'abus d'autorité mâle et de complicité envers les hommes violents, tous ces policiers (c'est-à-dire plusieurs) qui répondent aux



appels de détresses des survivantes de violence en ces termes: "monsieur, vous auriez du frapper moins fort..." La liste est longue de témoignages de ces femmes que nous avons écoutées nous raconter comment les policiers ont été solidaires de la violence de leur conjoint. Pis encore, lorsqu'ils sont eux-mêmes accusés de voies de fait et autres violences envers leurs conjointes, certains vont jusqu'à demander à leurs collègues de sexe féminin de se rendre en maison d'hébergement pour récupérer leur proie. Contre toutes ces violences et pour que cessent enfin les privilèges de ces mâles policiers, nous prendrons la rue ce 15 mars 2007. Pour que cesse l'oppression.

Les Sorcières

## Solidarité syndicale étudiante

Les gens qui ont le moins suivi le déroulement de la grève générale étudiante se sont bien rendus compte que la police a joué un rôle central dans la stratégie du gouvernement Charest pour écraser le mouvement. Dès que étudiantEs ont occupé le bureau du Ministre de l'Éducation Fournier, le gouvernement a rompu les négociations avec la CASSÉE qui avait lancé le mouvement de grève. À partir de ce moment, la seule réponse du gouvernement aux revendications des étudiantEs a été d'envoyer l'anti-émeute. Plus de 260 personnes ont ainsi été arrêtées entre les mois de février et avril 2005 pour des actions en lien avec la grève. On se rappellera surtout des 45 arrestations à l'intérieur de l'UQAM, de l'assaut policier au poivre de cayenne sur la barricade du CÉGEP du Vieux-Montréal, de la brutalité de l'intervention à la Tour de la Bourse et de l'encerclement suite au blocage d'un Wal-Mart... Pour plus d'infos sur la répression de la grève, voir l'article " Retour sur la répression de la grève générale étudiante de 2005 " sur le site web du COBP. [www.cobp.ath.cx](http://www.cobp.ath.cx)



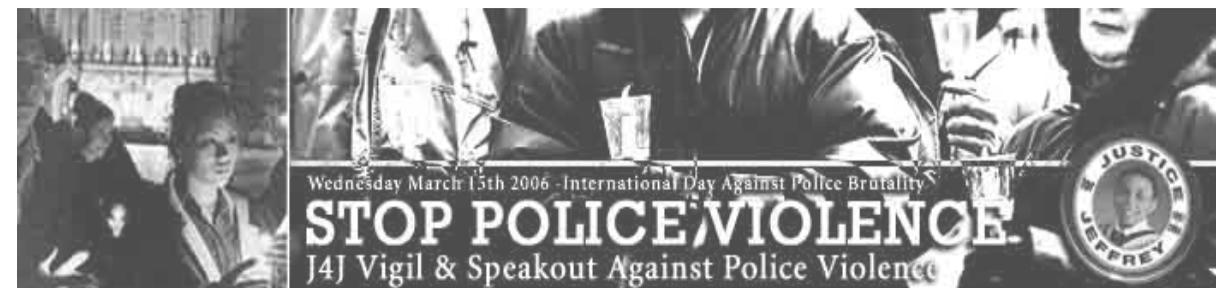
Deux ans plus tard, les ventes T-shirt et les mandats d'Aide juridique payant tant bien que mal les avocats, quelques causes ne sont pas terminées. Les cas individuels sont les plus difficiles car isolés. Plusieurs personnes impliquées dans l'occupation du Bureau de ministre Fournier ont hérité d'un casier judiciaire, le juge ayant dit clairement que c'est parce qu'ils et elles étaient militantes et qu'il fallait leur donner le temps de " réfléchir " avant de les laisser " exporter leur militantisme à l'étranger " (Un casier limitant les possibilités de voyage), ce même juge de Valleyfield leur a INTERDIT DE MANIFESTER pendant un an. Cette condition n'est pas conforme à la charte, elle est donc en appel. La plus part des militantEs fortement impliqués dans la grève sont donc en probation. Ce que ça veut dire, c'est que la police peut jouer à les détenir dès qu'il leur semblera que celles-ci et ceux-ci ne gardent pas LA " paix " ...leur paix !

[www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)



Jeffrey, 17, was shot 3 times in the back by plain-clothes Toronto police officers on May 21st, 2004. A controversial Special Investigations Unit (SIU) decision cleared the officers despite the obvious contradictory findings. A Coroners Inquest into his death was recently announced to begin on May 8th, 2006.

MORE INFO :  
Justice for Jeffrey  
J4J Coalition  
[www.reodica.com](http://www.reodica.com)



## The VPD Murdered Gerald Chenery But He Will Not Be Forgotten

excerpts from an article by Teresa Chenery, Spotted Sage Woman, Nisga`a originally appearing in REDWIRE volume 9 issue 1 august 2006

The date was December 27, 2004. I was cooking dinner for my family and children. I heard a loud knock at the door. I opened it up, there were two RCMP officers standing at my door. I invited them in; they refused. I thought they wanted to talk about the foster child I had staying with us. They wanted to talk to me alone outside, away from the children. They asked me: "Are you Teresa Chenery?" "YES!" I replied. "Why? You know that already!" "You are next of kin for Gerald Samuel Chenery?" "Yes, you know that too, obviously. Why?" I replied. "We have to notify you as his next of kin. He has been shot." "Shot? What do you mean shot? Where?" "In Vancouver" "No, where on his body? Is he all right?" "No, he has been shot." "How many times?"



ted and lodged in his buttocks, totalling sixteen confirmed bullet wounds.

He bled to death before the ambulance arrived on the scene, which took more than the required time to save him.

I hate those VPD who were involved. They were not charged. They will never be charged. These three officers are still working, still getting paid. They recieved help and counselling. My life fell apart. My children are in a home because I was not capable at the time of caring for them as a fully functioning parent. My youngest sister is living in a home with another family member.

They couldn't tell me anything.

My brother was shot in the back while he was on his knees. They shot him twelve times in the back, one bullet pierced his lung, one through his heart, one through his stomach, one bullet entered his wrist while the palms of his hands were up, stretched out in surrender, and lodged in his elbow through his left hand. He was also shot through his right wrist. This bullet entered his wrist from the back. This bullet went right through and hit the dumpster in front of him. He was also shot in the leg, a bullet entered by his ankle and stopped near his knee. The last bullet entered his groin, exi-

I asked the VPD detective for counselling. This never happened. The VPD who were involved got a paid leave of absence. Elizabeth Clark went east on paid leave, after she participated in the slaughter of my brother. PAID LEAVE! Who gets paid leave after a homicide? The VPD! That's who! Paid leave, while I struggled to get my brother home to be near our mother. To bring him to the only place where he wanted to be, HOME.

There is so much that is wrong with this. So much injustice. For us there will never be justice. NO JUSTICE! NO PEACE! FUCK THE VANCOUVER POLICE! My brother is dead.

## LA DÉONTOLOGIE EMPÊCHE LE TRAVAIL POLICIER

(extrait du texte complet disponible sur le site de la pointe libertaire)

### SHERBOOKE

Rappelons l'histoire d'une jeune femme de Sherbrooke, violée par l'agent Pierre-Paul Bourassa, policier à la retraite et de l'homme d'affaire Robert Morin, acquittés pour manque de preuve après un procès assez médiatisé en 1999. Voilà qu'ils rappliquent actuellement en poursuivant le procureur général, les procureurs de la Couronne et les enquêteurs impliqués dans leur dossier pour 2,7 millions de \$. Contexte qui pourrait créer un précédent, alors qu'on accuse le système judiciaire qui prend la charge des poursuites. Comme quoi l'État de droit est au service des esties qui le maintiennent en place... Le jugement devrait être rendu prochainement.

A Sherbrooke, le président du syndicat flicard du coin affirme que ses membres hésitent dans leurs interventions à cause de la peur des plaintes en déontologie. Une de ses paroles révèle la mentalité des policiers sur le terrain : « Avant d'utiliser son arme un policier attend davantage. Peut-être même que sa vie soit en danger » (La Tribune, 18-8-2006). Il faut comprendre : maintenant que les plaintes en déontologie sont plus nombreuses, ils attendent peut-être que leur vie soit en danger avant d'utiliser leur arme. On est loin des agents de la paix non armés. (...) Une statistique intéressante qui ressort du dernier rapport du Commissariat à la déontologie policière, le nombre de citations à comparaître devant le comité de déontologie a fait un bond extravagant en un an. Il faut savoir que la grande majorité des plaintes sont rejetées, abandonnées ou réglées en conciliation. Seul un petit nombre fait l'objet d'une enquête supplémentaire pouvant mener à des citations à comparaître. Ainsi, en 2005-2006, sur 201 policiers ayant fait l'objet d'une enquête, 119 furent cités à comparaître dans 73 dossiers. C'est une augmentation de 45% du nombre de dossiers et de 35% du nombre de policiers par rapport à l'année précédente.

Le Commissariat a beau dire que plus de préposé.e.s ont été affecté.e.s à l'enregistrement des plaintes, cette augmentation des cas cités à comparaître signifie que les plaintes considérées « sérieuses » sont de plus en plus nombreuses.

**La pointe libertaire**  
**féminisme, écologie, non-violence, alternative**  
**<http://lapointelibertaire.org>**

## Criminalisation de la dissidence à Sherbrooke :

Lors des élections fédérales de 2006, deux membres du collectif sherbrookoise de la NEFAC se sont fait arrêter et mettre en détention pour avoir mené une action d'opposition aux élections fédérales. Christian et Philippe se sont présentés vers 17h30 près de l'entrée d'un bureau de vote dans le centre-ville de Sherbrooke, pour distribuer des tracts et initier la discussion avec des gens qui allaient voter, sur le caractère aliénant et fallacieux du vote et de notre système électoral au sens large, dans le but de les convaincre d'annuler leur vote, ou ne pas voter. Alors qu'ils étaient en train de discuter poliment et intelligemment avec des « électeurs », en ne bloquant pas la circulation, deux responsables à la sécurité du bureau de vote sont sortis consécutivement pour les avertir et leur dire de quitter les lieux, disant qu'ils avaient appelé la police. Ils ont accusé les activistes de commettre une violation à la Loi électorale, quoique les représentants n'ont jamais répondu aux questions des activistes sur quel article de la Loi ils avaient violé. Quelque temps plus tard, un peu après 18h, les activistes, qui avaient quand même accepté de se déplacer sur le trottoir devant le bureau de vote se sont fait interpeller et menacer par la scrutatrice et deux agents de police, sous prétexte d'être en infraction à la Loi électorale. Ne pouvant apporter d'arguments valables, les policiers ont ordonné aux deux hommes de montrer des pièces d'identité, puis de circuler, ce que ceux-ci ont refusé sur le coup, n'étant pas en infraction. Alors que Christian a décidé de finalement « circuler », l'agente Vaillancourt de la SPS l'a poursuivi, puis saisi violemment et mis les menottes pour avoir encore refusé de s'identifier. Philippe a été arrêté et menotté lui aussi, sous prétexte de « refus » de circuler. Les manifestants ont été embarqués et détenus pour le reste de la soirée des élections, sous l'excuse d'être un risque potentiel de « récidive ». Cet acte de répression policière est de nature implicitement politique, ayant utilisé frauduleusement l'argument de la Loi et la force pour violenter, isoler, contrôler et détenir des individus qui ne faisaient qu'exercer leur liberté d'expression. Toute personne est invitée à faire le même geste aux élections futures, pour démasquer ce système électoral bidon, et montrer au public comment l'État, encore et toujours, repose essentiellement sur l'intolérance et la répression, plutôt que le débat public et l'acceptation de la dissidence.

**RAJ-Sherbrooke**

Every day OCAP works hand in hand with communities that have been under attack by the Police. Under attack because they are poor, homeless, people of colour, First Nations or new immigrants. Under attack because it is the job of the police to maintain the power of the wealthy and upper class. When we struggle to improve our lives and the lives of our children and communities, it is these same police that attack us and keep us beaten down.

March 15th 2007 marks the 11th Anniversary of the International Day against Police Brutality; A day to bring awareness to the violence, torture, intimidation and harassment inflicted on citizens' by our governments' Police Forces; A date set by the people, the victims, the survivors, to raise their voices to show that they won't stay silent!!

As part of this internationally observed day, a march and speak out has been organized for Thursday March 15th. We will be meeting at the southeast corner of College & Lansdowne and marching on to 14 Division headquarters.

OCAP invites all people to come out and show support for those whose lives have been affected by the police and remember those whose lives were brutally ended by the police.

TORONTO - ONTARIO

March & Speak Out  
Against Police Brutality  
Thursday March 15th 4:00pm  
College and Lansdowne



OCAP is a direct-action anti-poverty organization based in Toronto, Ontario, Canada. We mount campaigns against regressive government policies as they affect poor and working people. In addition, we provide direct-action advocacy for individuals against eviction, termination of welfare benefits, and deportation. We believe in the power of people to organize themselves.

Ontario Coalition Against Poverty  
10 Britain St. Toronto, ON M5A 1R6  
416-925-6939  
ocap@tao.ca www.ocap.ca

Support Chris Hill: Six Nations  
indigenous prisoner  
**Stop the Criminalization of  
Indigenous Resistance to  
Colonial  
Land Theft!**  
*Free Chris Hill!*



On January 3rd, Six Nations Police, in accordance with the demands of the Ontario Provincial Police (OPP), arrested and imprisoned Chris Hill, a 20year old young Mohawk man of the Wolf Clan from Six Nations of the Grand River Territory, for allegedly "assaulting a police officer with a weapon"

on April 20th, 2006 - the very day that the OPP and the RCMP invaded Douglas Creek Estates and violently attempted to evict the people of Six Nations from their land. That day, the OPP used tazer darts and batons on unarmed people, including women and youth, and arrested 16 people on a day that brought nation-wide attention to the struggle of Six Nations for land rights and autonomy.

Since the Haudonasaunee of Six Nations

reclaimed Douglas Creek Estates, some 30 indigenous people have been charged by the settler-colony of Canada in relation to the Reclamation. Chris Hill is one of the latest to be charged. Interestingly, the warrant for his arrest in relation to April 20th was issued 6 months later in October of 2006. Since January 3rd, he has been sitting in Barton Street Jail in Hamilton, Ontario where he is locked up for 18 hours a day.

Chris Hill was denied bail on the basis of his record of "failure to comply" when he was a young offender. Chris Hill was denied access to legal aid on the basis of him not having a permanent address. His mother, Rhonda Martin, is a mother on assistance who just underwent surgery, and now faces lawyers' fees in the thousands in order to be able to free her son.

Chris Hill sits behind bars for having defended his land. The proceedings at the Cayuga courthouse have proven to be extremely lengthy, as nearly all court appearances have resulted in remand after remand.

Chris Hill needs moral, political and financial support and solidarity. Please send reading material and write letters of support to Chris Hill for him to receive while he awaits a trial date. Furthermore, please contribute to Chris Hill's legal defense fund. Please continue to demand the end of the criminalization of the Six Nations Land Reclamation.

Address your letters of support to Chris Hill to:  
Chris Hill Wentworth Detention Center. 165  
Barton Street East Hamilton, Ontario  
<http://nooneisillegal-montreal.blogspot.com/2007/02/support-chris-hill-six-nations.html>

**FASHION VICTIMS TURN FASHION FABULOUS WILL  
NO LONGER BE VICTIMIZED BY THE BOYS IN BLUE**

cum one cum all to the anti-fascist fashion event of the year from Geneva to Tokyo to CDN-  
-we are pleased to announce the 11th annual International Day Against Police Brutality !

Becoz marriage doesn't keep us safe; becoz T practically stands for terrorist; becoz sex workers aren't allowed to work safely; becoz police still raid even gaigeois businesses; becoz they keep laying the smack down on Queer POC communities, and we're ready to bash back; becoz bashing back feels better than tears; becoz uniforms are so village people; becoz wehaf 2 !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!! fuck the police with your stilletos, just bring your running heels too-please, no hoodies or patches--they're done, children, so unless you're coming as zombie brain black bloc, express yourself godamit!

This March 15th, fashion victims bring our runway to the streets, to show that our blood and brains, teeth and tits, horns and hardons can be weapons, and beautiful. If you've ever felt like a creature of the night, it's fair to scare the homophobes back. Too fantastic to keep going on, no no no, this world is for you not them other living dead. So you've got a hunch-back, just slap a little glitter on it and join us at the pink bloc.



## LA POLICE SOUS L'EMPIRE

Pour maintenir l'ordre, l'Empire repose sur des forces répressives et organisées, entre autres, la police et l'armée. Ces institutions sont une forme de contrôle de la circulation des marchandises et des individus nécessaire à l'impérialisme. L'armée, une sorte de police mondiale qui intervient à l'étranger et la police dans les capitales impérialistes agissent sur des niveaux différents, mais se confondent et répondent essentiellement aux mêmes objectifs, c'est-à-dire assurer la reproduction et la survie du système impérialiste. Que ce soit pour les formes plus classiques de contrôle (exploitation des ressources naturelles et humaines par le capital et les frontières) ou un contrôle idéologique pour s'assurer le consentement et jusqu'à l'intégration passive à l'ordre imposé par l'Empire. L'intervention policière est une conséquence de l'échec des États impérialistes d'imposer cet ordre, elle intervient de manière coercitive (par la force) afin de pacifier toute contestation sérieuse de cette ordre, par exemple la police canadienne qui participe à la mission policière de l'ONU dans les bidonvilles d'Haïti ou les forces militaires en Irak. Encore, qu'il s'agisse d'interventions militaires destructrices ou de reconstruction matérielle et du corps social par le contrôle policier, le but est toujours d'assurer l'adhésion au système impérialiste. Il suffit de voir ce qui se passe à l'intérieur même de l'Empire, aux États-Unis, la police avec son système carcéral n'emprisonne pas que des opposants politiques, mais tout aussi bien des individus qui ne répondent pas aux critères imposés de la société capitaliste (travail, consommation)... Ces interventions policières se présentent comme étant justes, légitimes et même préventives, pourtant, elles ne sont que les symptômes de l'échec des États impérialistes avec des alliances comme l'OTAN, incapables d'assurer une justice sociale. La police protège cet ordre politique et économique qui est l'impérialisme par son contrôle comme agent social représentant du pouvoir.

Bloquez l'Empire  
[bloquezlempiremontreal@resist.ca](mailto:bloquezlempiremontreal@resist.ca)



Every year at budget time the cops line up like pigs at the trough and are always given more to run amuck. The Downtown Eastside has become a police state and people in need of medical help and housing are beaten in back alleys and thrown in jail. The APC is currently re-modeling our Copwatch to more effectively defend our community.

But as one public embarrassment follows another scandal, the poor and working people of Vancouver are finally coming to see that it's not one or two rotten apples, but the whole bunch.

On this year's International Day against Police Brutality we will remember the indigenous and non-indigenous brothers and sisters who have been murdered and brutalized by Vancouver's genocidal colonial police. We will also continue to organize against them in our communities and fight them tooth and nail in the streets!





**NO HOMES NO PEACE**

This year has been a critical year in Vancouver for anti-police violence organizing. On the last International Day Against Police Brutality the Anti-Poverty Committee and the Western Aboriginal Harm Reduction Society organized a march and vigil to the location where Gerald Chenery was brutally murdered by the police. Standing with his family in the back alley where he was shot 14 times, the reality of Canada's ongoing genocide was clear to everyone.

In early summer we helped co-ordinate an ad-hoc coalition called United Against Police Violence. Groups got together to confront the international Police Chiefs conference. Gathered there were police chiefs from Paris, New Orleans, Detroit and other cities notorious for police violence. The demonstrators were not intimidated by the cops who showed up in full force. We marched threw their lines

and to the front steps of the hotel! With the wrecking balls of the 2010 Olympic Games in full swing, anti-police organizing has focused in on

the cop's role as the city's eviction service. Cops are used to violently purge the hotels and socially cleanse the streets. In response we have organized anti-eviction squads and have squatted buildings, all in direct confrontation with the police.

In response the police have intensified their campaign of brutality against activists. Brutal arrests lead to criminal charges of assault.

Under the guise of Olympic security the RCMP has now publicly vowed to "target known organizations and protesters who are out to disrupt the games". Even the vigilante Guardian Angels have promised to back up the cops in attacking the APC!

<http://apc.resist.ca/>



**MARCH 15th  
CALL OUT**

Like the past eleven years, the Collective Opposed to Police Brutality (COBP, in its French acronym) is calling for participation in the International Day against Police Brutality held in the city of Montreal, in addition to holding local activities in your own regions. In 2006, demonstrations were held in Montréal, Toronto, Winnipeg and Vancouver, as well as several cities in Mexico. Join the struggle against police brutality and impunity, a movement that has no borders for dignity, justice and freedom! We must defend our rights; no one else will do this for us. The four main demands for this year's demonstration for March 15th are the following:

**1) STOP THE POLICE  
KILLINGS AND IMPU-  
NITY**

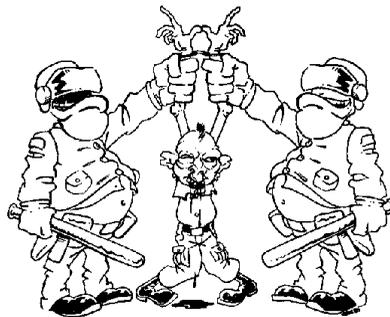
The police harass and brutalize people; and they abuse their authority on a daily basis. Police forces are part of a patriarchal institution and officers are sexists and macho. Women, and particularly sex workers, are often victims of abuse on behalf of the police. During the course of 2006, two Montreal police officers (SPVM) were accused of numerous rape charges against minors. Since Officer Allan Gosset killed Anthony Griffin on November 11, 1987, the Montreal Police have killed at least 37 people in twenty years. In most cases, police officers, coroners, prosecu-



tors, and ministers do everything in their power to protect the killer cops and hide the truth. These crimes have to this day gone without punishment. A public inquiry on these deaths is more than overdue; this hidden scandal must be exposed. Millions of dollars are invested in the so-called "war on terrorism" to place surveillance cameras in the streets and metros. The government increases its social control on people. Yet where is our security in the face of police abuse? As the police now patrol the metros of Montreal, will we witness an innocent person being shot to death because he has dark skin, and thus be perceived as a "terrorist"?

**2) STOP THE WAR ON THE POOR**

The city of Montreal continues to use laws and police resources to chase the poor on the streets who are considered unsafe by local businesses and tourists. The municipal government adopted a bylaw in 2006 announcing the closure of public squares and sites at night. We support the demands of the Street Youth Manifesto which declares "Respect our rights, specifically our right to a decent income for survival. We demand that the solicitation in public places be



decriminalized, such as begging, squeegee, and sex-work. [...] Eliminate repressive practices, intimidation and discrimination such as abusive ticketing, and quadrilaterals which aim to deliberately displace and exclude us."

**3) STOP RACIAL PROFILING AND COLONIALISM**

The City of Montreal practices racial profiling, which discriminates according to skin color, perceived culture and/or religion.

Mohamed Anas Bennis is dead probably because he had a beard and was wearing traditional Muslim dress. Five Muslim men

are currently targets of the infamous "security certificates", suspected of being terrorists by the Canadian government. For years, they have been detained without charges and held under secret evidence, facing deportation to torture. Three of the detainees, Mahjoub, Jaballah and Almrei are on hunger strike in "Guantanamo North", while Charkaoui and Harkat must respect restrictive totalitarian conditions like the GPS ankle bracelet. We demand the end of deportations and the detention of refugees. The roots of racism in Canada - a country built on stolen land and the genocide against First Nations - run deep, and this racism continues to be in practice with the policies of the Canadian



"Bang, bang bang ... I think he (McDonald) was trying to get into his car." Standing nearby on his bicycle, Lewis said, " At first when I heard the crack, I ducked, then crack, crack, crack. There was dust and smoke everywhere..."

McDonald sustained several gunshot wounds to his legs and upper mid-section during the altercation, the pair said.

"His feet just went up from under him and he was on the ground ... then another cop came over and pointed a shotgun in his face."

"He wasn't even armed," another bystander yelled. "He had a cell phone ... he was trying to get into the car, opened the door, got his cell phone and got shot."

None of the witnesses' accounts have been verified by police.

Next door to Maxwell's is the Knitting Nimrod. Its owner Ellen Kellaway rushed out of her store shortly after the gunshots echoed through the core of the city.

"I heard the shots and knew damn well it was shooting ... it was like an arcade out here."

A number of police units and three ambulances arrived at the scene moments later.

Paramedics frantically treated McDonald as he laid on the ground, performing CPR for several minutes before loading him onto a stretcher and into a waiting ambulance. The emergency vehicle slowly pulled out of the parking lot several minutes later. Meanwhile, a large crowd of onlookers gathered on both the east and west sides of the scene. Within moments the crowd - many from nearby

Copperfields and Maxwell's who were acquaintances of McDonald's - turned against the officers in charge of securing the perimeter of the crime scene, yelling obscenities and insults.

"Way to go officers," one man yelled as he passed through those huddled on the Front Street sidewalk. "Way to go ... he was nothing but a drunk and you shot him." Shortly after 7 p.m. the police forensic unit arrived at the scene to gather physical evidence.

Speaking to The Intelligencer less than two hours after the shooting, Deputy Chief Wayne Tremble said police "were involved in an incident early this evening, which involved the discharge of a firearm. As a result a person of subject inquiry was injured and we've called the SIU." Tremble said as many as three officers were involved in the incident, after "responding to a complaint ... we received information previous to this.

He confirmed an officer sustained "minor injuries" but would not say whether it was from a gunshot wound. "I'm sorry, but at this time I can't say much more."

*BASIC*

*(Belleville Against Social Injustice Collective)*

*Justice for all in an unfair society*

## BASIC - Belleville Against Social Injustice Collective

Jeremy Ashley - Belleville Intelligencer

A 42-year-old city man is dead and a city police officer sustained a gunshot in the leg following a wild police shootout in the downtown core, Friday evening. The province's Special Investigation's Unit, which probes police incidents involving injuries or death, has been called in to investigate the incident. Around 6:30 p.m. at least five gunshots rang out from a parking lot area between Maxwell's bar and Greenley's book store on the west side of Front Street after a confrontation between the man - identified by witnesses as Curtis McDonald - and as many as six police officers.

According to witnesses at the scene, police were pursuing McDonald on a drug-related arrest warrant when they arrived on Front Street around 6:30 p.m. Two police officers were observed entering Copperfield's bar moments before the shots rang out from the nearby parking area.

"I was with Curtis at Maxwell's on the back patio when he saw the cops," one man said, who asked his name not be used.

"He said 'Oh shit' and took off. He must have

known the cops were looking for him."

The man said McDonald was not armed when he left the bar's patio.

"He may have had a gun in the car, but there was no hesitation ... there was no 'one shot' before the God damn cops started shooting."

McDonald, according to witnesses, ran around the northwest corner of the building and into the parkette area between the two buildings apparently en route to a parked white Sunfire. When he reached the vehicle, witnesses said he turned to face the pursuing police officers.

The shooting occurred on the west side of the vehicle, which was parked against the south side the parking area. On the sidewalk, city residents Rick Lewis, 18, and Joe Calladine, 14, were standing in the nearby parkette, barely 10 metres away from the officers, when the

shooting started.

One of the officers, Calladine recalled, "emptied his entire (ammunition) clip ... it dropped to the ground and he reloaded and kept shooting," two more shots before stopping.

"He emptied his entire clip," the teenager repeated, pointing to the clip from a handgun lying on the ground near the Sunfire.



Government. Canada, as well as provincial governments, must respect the autonomy of the Haudenosaunee Confederacy (Six Nations, Kanehsatake territories) and all First Nations throughout Turtle Island (North America). The police here participate in imperialist war ventures, and work with police forces who commit massacres, as in Haiti, and who torture, arrest and arbitrarily detain people in Afghanistan, Iraq and other places in the world.

### 4) STOP THE CRIMINALIZATION OF DISSENT, FREE ALL POLITICAL PRISONERS!

The Montreal police continued to violate the rights of protestors in 2006, with 33 arrests last March 15 and more than 3 mass arrest operations, as well as 3 search warrants against animal rights activists. Despite a request for a public inquiry submitted to the United Nations to expose the abuses of Montreal Metropolitan Police, the government turns a blind eye as the police continue to repress dissidence and the right of freedom of association. We demand the freedom of all political prisoners here and everywhere: Gary Gabriel, a Mohawk from Kanehsatake was released after months in jail following the illegal attack on his community January 12th, 2004; Chris Hill, a Mohawk is still detained on charges related to the Six Nations Land Reclamation in Ontario; the five detained under security certificates; and the thousands of voiceless people detained because they are natives, blacks, and poor...

Collective Opposed to Police Brutality – 514-859-9065 [cobp@hotmail.com](mailto:cobp@hotmail.com)  
[www.cobp.ath.cx](http://www.cobp.ath.cx)



## Tué par la police: une histoire d'impunité

(extrait des communiqués du COBP: [www.cobp.ath.cx](http://www.cobp.ath.cx))

### La bavure et la version policière

Le 1er décembre 2005, vers 7h20 du matin, le jeune Mohamed Anas Bennis, 25 ans, a été atteint mortellement par deux balles tirées par un agent du SPVM rattaché au Poste de Quartier 25, au coin des rues Kent et Côte-Des-Neiges. Mohamed a été abattu en plein milieu d'une opération impliquant le SPVM, la SQ, la GRC et même possiblement le FBI. L'opération "Glory", finalement peu glorieuse, visait un supposé réseau de fraudeurs algériens qui étaient soupçonnés par les autorités policières d'être liés au "terrorisme international". Mais à part le fait qu'il était un jeune d'origine marocaine qui sortait d'une mosquée, portant une barbe, un turban et une djellabah, Mohamed n'était aucunement lié à cette opération policière. Le lendemain, la version policière de l'incident était publiée telle quelle dans le *Journal de Montréal*: Mohamed, présenté comme un "déséquilibré", aurait sauté sur un policier avec un couteau de cuisine, sans aucune raison, et l'aurait poignardé au cou et à la jambe.

Le policier aurait ensuite tiré les deux balles mortelles en "légitime défense". Cette version est contestée par la famille de Mohamed et ses proches qui le décrivent comme un jeune homme paisible et précisent qu'il n'avait jamais eu de problèmes avec la police ni de problèmes de santé mentale. De plus, sa soeur a déclaré: "Que Mohamed Anas se promène avec un couteau de cuisine à sa sortie de la mosquée ce matin du 1er décembre, personne ne nous fera avaler une couleuvre de cette taille. Mieux vaut croire au père Noël." L'enquête sur cette affaire a été confiée au Service de Police de la Ville de Québec (SPVQ), conformément à la "politique ministérielle (du Ministère de la Sécurité Publique du Québec) sur le décès ou blessures graves laissant craindre pour la vie à l'occasion d'une intervention policière ou durant sa détention" qui veut qu'un service de police ne peut pas enquêter lui-même sur des événements au cours desquels ses agents ont causé la mort d'un homme.

[www.justicepouranas.ca](http://www.justicepouranas.ca)

## JUSTICE POUR ANAS!

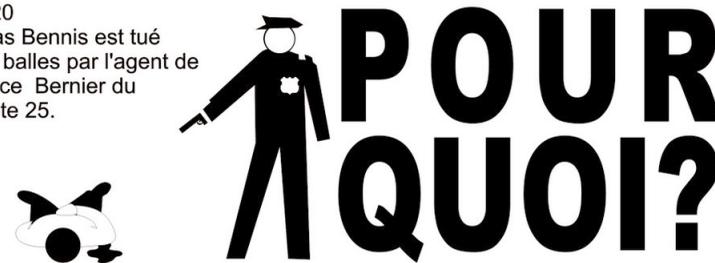
### le 1er décembre 2005:



### ils ne nous disent pas ce qui est arrivé par la suite



7h20  
Anas Bennis est tué par balles par l'agent de police Bernier du poste 25.



Montréal, 13 novembre 2006. Le 4 novembre 2006, un bref communiqué émanant du gouvernement du Québec annonçait: "aucune accusation criminelle ne sera déposée à la suite du décès de monsieur Mohamed Annas Bennis" car "une étude exhaustive de la preuve n'a pas permis de conclure à la commission d'une infraction criminelle".

Coalition justice pour Anas: [justicepouranas@gmail.com](mailto:justicepouranas@gmail.com) 514-342-2111